

Mettre en place un mécanisme de développement durable du secteur financier

Chen Yulu

(Université du Peuple de Chine)

Ces dernières années, la Chine a vu sa rentabilité économique augmenter rapidement grâce au passage à l'économie de marché. Mais cette augmentation s'est accompagnée d'une précarisation des institutions. Il apparaît nécessaire de mettre en place des mesures macroéconomiques et microéconomiques pour lutter contre cette mauvaise tendance. Cet article tente, en prenant l'exemple du secteur financier, d'expliquer comment les agents économiques peuvent coopérer pour atteindre cet objectif.

1. Moderniser le secteur financier en favorisant l'interactivité entre l'économie et le secteur financier.

Les problèmes déjà observés dans ce secteur sont les suivants :

Tout d'abord, les entreprises publiques occupent une place absolument prépondérante et la législation actuellement en vigueur ne permet pas de garantir les droits des entreprises mixtes ou privées qui interviennent aussi dans ce secteur. Au niveau de la gouvernance des entreprises, le rôle des actionnaires, en tant que propriétaires, est loin d'être mis en valeur. Les dirigeants des entreprises n'ont pas à rendre compte de leur gestion aux actionnaires.

Ensuite, la capacité d'auto-ajustement du secteur financier est mise à rude épreuve pour les raisons suivantes : le monopole des entreprises publiques, le système n'est pas encore en mesure de restreindre le budget des institutions financières, de les surveiller et de les permettre de se déclarer en faillite pour se retirer du marché.

Enfin, l'environnement économique est peu propice à l'équilibre et risque d'entraver le développement du secteur financier.

Du point de vue de l'environnement, la mise en place d'un mécanisme de développement durable du secteur financier dépend de la mise en place d'un environnement réglementaire souple qui, actuellement, n'existe pas. Les autorités compétentes pourraient envisager d'adopter certaines mesures macroéconomiques:

(1) Accélérer le processus du pluralisme dans ce secteur en permettant à toute entreprise d'investissement de faire son entrée sur le marché. Améliorer le système de propriété financière et mettre en avant le rôle que jouent les actionnaires (et la place qu'ils occupent) dans le bon fonctionnement du secteur financier.

(2) L'État devrait, dans le cadre de l'économie de marché, accélérer la promulgation de lois sur la faillite des institutions financières et sur l'assurance des dépôts, de manière à établir un mécanisme d'autorégulation du secteur financier.

(3) Mieux garantir les droits des créanciers par la législation en vigueur afin de créer un meilleur environnement économique, plus ordonné et mieux réglementé.

(4) L'organisme de surveillance du secteur financier devrait effectuer une estimation complète, exacte et immédiate des risques auxquels sont exposées les institutions financières pour qu'il y ait le moins de défaillances possible.

(5) L'État devrait, dans le cadre de l'économie de marché, aller plus loin sur la voie des réformes consistant à assouplir le contrôle financier, à lever les restrictions imposées aux capitaux privés, à encourager les innovations en matière de produits financiers pour qu'une concurrence équitable puisse s'établir entre les institutions financières.

2. Lutter contre la bulle économique afin de créer un environnement financier prévisible et stable.

Le marché immobilier et la bourse chinoise connaissent depuis quelques années une véritable surchauffe dont les raisons sont multiples. Premièrement l'Exposition universelle de Shanghai, qui aura lieu en 2010, et les Jeux Olympiques de Beijing, qui se tiendront en 2008, provoquent des surinvestissements, qui ont pour conséquence d'entraîner une surproduction dans certains secteurs. Deuxièmement, le déséquilibre des flux de capitaux internationaux causé par des facteurs externes accentue le phénomène de bulle économique en Chine. Troisièmement le déséquilibre entre l'offre et la demande d'actifs financiers entraîne une augmentation excessive des prix.

En termes de prévention, il faut, pour lutter contre cette bulle économique, éviter l'augmentation excessive des excédents de la balance des paiements courants, et, partant, l'accumulation trop rapide de devises étrangères, et augmenter l'élasticité du taux de change du Renminbi.

En termes de solutions, il faut que les autorités compétentes accordent plus d'attention à l'amélioration du système financier. Tout d'abord, la bonne santé des institutions financières empêche la formation d'une bulle économique. Ensuite, un marché financier mature est susceptible d'éliminer cette bulle. Il est nécessaire d'accélérer la construction d'infrastructures pour établir un système financier à plusieurs niveaux de manière à promouvoir un développement harmonieux de tous les secteurs du marché et à augmenter l'efficacité et la capacité de développement du marché financier. Enfin, une meilleure structure économique est un moyen efficace de prévenir l'apparition d'une bulle. À cette fin, il est indispensable d'optimiser la structure de l'économie chinoise et de faire évoluer le modèle de croissance économique.

3. Optimiser le système financier chinois en évitant une concurrence excessive.

Un système financier plus performant contribue non seulement à l'établissement d'un marché financier mieux réglementé, mais aussi à stimuler la capacité de développement économique. Il faut adopter les trois mesures suivantes:

(1) Établir un nouveau système financier pour satisfaire les demandes financières à long terme.

L'expérience montre que le modèle de système financier libre promu par la Banque de développement de Chine est devenu le symbole du nouveau système financier. Ce dernier se caractérise par une offre de services diversifiée et une intervention limitée des pouvoirs publics. Pour mettre en place ce modèle, il faut adopter une stratégie de « transition progressive » comme celle adoptée pour réformer d'autres domaines. Le système actuel devra, au final, céder la place à un système financier fonctionnant intégralement selon les règles du marché.

(2) Améliorer le système financier dans les campagnes.

Dans les zones rurales, le système financier présente les trois caractéristiques suivantes : les transactions portent sur de petites sommes, les opérations sont nombreuses et le niveau de risque est élevé.

Premièrement il faut mettre en place un système financier pluraliste pour répondre aux besoins de financement des familles et des entreprises rurales. Deuxièmement il favorise un système de garanties et d'indemnisation, à savoir la garantie agricole, des emprunts, et des dépôts. Troisièmement, compte tenu des spécificités du monde rural et du développement économique rural, on devrait mettre au point des produits financiers diversifiés.

(3) Améliorer le système de financement pour les PME chinoises (petites et moyennes entreprises).

D'abord, il est primordial de perfectionner le système de financement pour les PME. Ensuite, il est important d'optimiser le marché des capitaux pour faciliter l'accès des entreprises au financement direct. Enfin, il faut améliorer le système et le mécanisme de garantie pour le

financement des PME.

4. Mettre en place un mécanisme harmonieux et interactif non seulement entre les banques et les entreprises, mais aussi entre les institutions chinoises et étrangères.

1. Des relations harmonieuses entre les entreprises et les banques.

Ici cela désigne non seulement un rapport de confiance entre les banques et les clients emprunteurs, mais aussi entre les banques et d'autres types de clients, en particulier ceux qui font des dépôts. Pour atteindre cet objectif, il faut notamment :

(1) Améliorer la gouvernance des entreprises.

Les banques commerciales doivent se baser principalement sur l'actionnariat et avoir, pour principal objectif, de dégager des bénéfices. Elles doivent être un modèle de transparence de gestion et adopter des mécanismes de contrôle interne et externe basés sur un système moderne de propriété.

(2) Améliorer le système d'innovation.

Il faut investir davantage dans le développement de nouvelles technologies, accorder une attention particulière à la mise au point de nouveaux produits financiers, élaborer un plan de développement financier à long terme afin de favoriser les innovations dans le secteur financier.

(3) Optimiser le système de formation et de promotion du personnel.

Les banques devraient améliorer sans cesse les systèmes qu'elles utilisent pour sélectionner, former et motiver leurs équipes, en accordant une importance particulière au développement personnel de leurs salariés. Les banques devraient mettre en valeur leur propre culture d'entreprise et non seulement fidéliser leurs propres salariés mais aussi attirer le plus grand nombre possible d'experts de la finance.

2. Des relations harmonieuses entre les institutions financières chinoises et étrangères.

Une interactivité entre les banques étrangères et les banques chinoises est envisageable.

D'une part, les banques étrangères ont à leur actif des concepts de gestion très avancés, une solide expérience et le recours aux nouvelles technologies. Ces avantages peuvent servir de modèle pour augmenter la productivité et l'efficacité des banques chinoises.

D'autre part, le champ de coopération entre ces différentes banques s'élargira. Avec l'ouverture du marché financier chinois vers l'extérieur, la coopération s'intensifiera dans des domaines liés aux cartes de crédit, à l'échange de devises, à l'évaluation du capital des entreprises, aux faillites, aux emprunts entre banque, par exemple. En outre la participation des banques étrangères stimulerait la modernisation du système bancaire et l'innovation.

5. Prendre conscience du rôle que les institutions financières doivent jouer dans la société.

Actuellement, les institutions financières (en particulier les banques) parviennent à jouer leur rôle dans la société dans les trois domaines suivants : premièrement, elles soutiennent les grands projets d'innovations et d'infrastructures ; deuxièmement, elles contribuent au développement harmonieux de l'économie chinoise en soutenant les différentes politiques (les politiques favorisant certaines régions, certains secteurs économiques, et les politiques d'investissement) mises en place par le gouvernement. Troisièmement, elles doivent contribuer à promouvoir le concept de développement basé sur l'Homme et soutenir les politiques dans les domaines de la formation, de l'éducation et de l'emploi (en particulier les politiques destinées à aider les chômeurs chinois à retrouver un emploi). Elles devraient jouer un rôle important dans la réalisation de grands projets qui contribueront par la suite au développement durable de l'économie chinoise.

Cependant, ces contributions ont un coût important pour ces institutions financières. Si ce coût s'avère trop élevé, elles seront peut-être elles-mêmes menacées. Par conséquent, ces entreprises ne

pourront contribuer de manière significative au développement de toute la société chinoise que si elles sont prospères et stables.

[Fin]

Chen Yulu, Université du Peuple de Chine



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>